

**Union européenne - Allemagne -  
Brexit - Entretien de M. Jean-Yves  
Le Drian, ministre de l'Europe et  
des affaires étrangères avec  
«CNEWS» - extraits  
(Paris, 18 juillet 2017)**

(...)

Q - Vous êtes aussi ministre de l'Europe, Jean-Yves Le Drian, avec Nathalie Loiseau. Entre Emmanuel Macron et la chancelière Merkel, on voit bien que c'est l'idylle. Il y a l'annonce de nouvelles collaborations financières, économiques, militaires, on l'a vu, entre Paris et Berlin quand il y a eu le Conseil des ministres mixte du 13. Mais la question douloureuse pour l'Union européenne, c'est le «Brexit». On a vu que l'Angleterre ou le Royaume-Uni, s'il se séparait, devait payer une dette de 100 milliards. Est-ce qu'on y tient ou on peut leur faire un cadeau ?

R - Non, ce n'est pas volé ! Il faut garder raison dans tout cela ! Les choses sont assez simples. Il y a une décision souveraine du Royaume-Uni de se retirer. Ils l'ont écrit, il y a eu un référendum et ensuite, ils l'ont demandé ; il faut donc mettre en oeuvre le retrait. Il faut d'abord commencer par le divorce ! Et dans le divorce, qui a été acté par le peuple britannique, il faut mettre en avant les trois sujets majeurs de clarification qui concernent à la fois le statut des résidents - des résidents européens au Royaume-Uni en particulier - de la circulation des personnes, il faut régler les problèmes de financement, ce n'est pas la facture ! J'ai vu mon ami Boris Johnson parler de la facture. Non, ce n'est pas la facture !

Q - En fait, il dit : «Vous ne les aurez pas ! Les 100 milliards, vous ne les aurez jamais!», dit Boris Johnson.

R - Ce sont les engagements britanniques à l'égard de l'Europe qui doivent être identifiés et réglés.

Q - Donc pas de cadeau ?

R - Non ! Ce n'est pas une question de cadeau ou pas ! C'est une question de clarification. Et puis troisièmement, il y a la question des frontières, notamment la question délicate de l'Irlande. À la suite de cela, une fois que l'on aura acté cette situation, on avisera sur les prestations compensatoires, si je peux dire cela...

Q - Mais... cela a commencé dans la confusion !

R - Non pas du tout ! Cela commence dans la plus grande clarté. Le mandat a été très nettement donné...

Q - Non mais de votre part, c'est clair. Mais du côté de Theresa May, il y a un gouvernement qui est affaibli, il y a une opinion qui varie...

R - Mais Theresa May connaît tout à fait la position de l'Union européenne, la position des 27, unanimes, et la Commission a mandaté Michel Barnier pour mener la négociation. La négociation vient de commencer il y a quelques jours, il faut la laisser aller jusqu'à son terme et une fois que l'on aura acté le divorce, on actera ensuite la manière dont le Royaume-Uni sera relié à l'Europe sur un certain nombre de sujets. (...)/.